



Fiche n°12 : International

mardi 1er mars 2016, par [Bariaud](#)

LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

FICHE 12

INTERNATIONAL

LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Le capitalisme en ce début du XXI^e siècle s'est globalisé dans son fonctionnement et s'impose à toute la planète. En France, comme dans le reste du monde, les salarié-e-s du privé comme du public, subissent des politiques d'austérité qui se traduisent dans les pays développés par des reculs sociaux rompent avec les conquêtes sociales de l'après-guerre. Dans le reste du monde les travailleurs subissent souvent une exploitation sans limites. Si les luttes des travailleur-euses, le développement économique et parfois des orientations novatrices permettent de modifier la donne, il reste beaucoup à faire pour réduire les inégalités entre pays riches et pauvres.

Des centaines de milliards de dollars servent au commerce des armes et les interventions des grandes puissances alimentent ou provoquent des conflits militaires qui font des victimes par millions, partout dans le monde. Des idéologies barbares se développent sur ce terrain dans de nombreux continents.

Dans ce capitalisme mondialisé entièrement soumis aux intérêts des puissances économiques et financières, toute activité humaine doit pouvoir être mise sur le marché mondial pour un coût le plus bas possible en rendant au profit maximum par une vaste concurrence internationale des salarié-e-s comme de leur production.

Ce capitalisme pensait la victoire même d'intérêt général car il est au service d'une minorité. Son légitime économique et politique conduit les services publics soit à être privatisés s'ils sont sources d'activités rentables soit à pratiquer les mêmes normes idéologiques de rentabilité du capital.

En Europe, la commission européenne, avec le FMI et la Banque centrale, sous l'impulsion des chefs d'États européens, s'est précipité de l'engagement aux droits des travailleuses et aux conquêtes sociales. Le modèle économique qui s'est imposé ne va à l'encontre des intérêts des salarié-e-s provoquant des reculs considérables en matière de politique sociale, de niveau de vie, de services publics. Si la résistance et le choix de politiques alternatives émergent dans quelques pays, se développe aussi une inquiétante montée des nationalismes et de la xénophobie.

Les traditions de solidarité internationale de la CGT la conduisent à poursuivre inlassablement son combat revendicatif pour libérer les peuples de l'exploitation capitaliste et du colonialisme, pour imposer un monde de paix et de liberté, pour gagner des droits nouveaux pour les travailleuses.

C'est le sens que donne la CGT à son implication dans la Confédération Syndicale Internationale (CSI), comme à la Confédération Européenne des Syndicats. S'appuyant sur des comités directs avec de très nombreuses organisations syndicales du monde entier, elle est présente dans tous les grands rendez-vous sociaux et environnementaux de la planète.

Pour la FERCCGT, la CSI n'est à l'heure actuelle trop souvent que le relais des instances européennes, soit absence d'impulsion et de mouvement de mobilisation au côté des travailleuses en Europe mais aussi dans la plupart des pays touchés par la crise et la récession.

La CGT doit assurer à modifier les rapports de force en interne à la Confédération européenne des Syndicats (CES) en faveur d'une approche plus combative des enjeux sociaux, en particulier sur les droits des travailleuses et sur la défense et le développement des services publics.

La FERCCGT prendra toute sa part pour assurer l'activité syndicale aussi bien dans les structures professionnelles internationales comme l'International de l'Éducation dont elle est membre, la FMTS (Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques), qu'avec les mouvements sociaux internationaux, tel le Forum Social Européen ou Mondial pour ouvrir les perspectives d'une internationalisation basée sur d'autres modes de production, de distribution, de consommation et de commercialisation que ceux imposés par la mondialisation.

La FERCCGT participe dans ce cadre aux campagnes pour imposer le droit universel à l'éducation, pour que l'éducation, la Connaissance et la Culture ne soient pas considérées comme des marchandises et soient exclues des traités commerciaux.

Les enjeux de l'éducation, la recherche, la formation et de la culture dépassent le cadre du champ professionnel et la seule défense des salarié-e-s.

Ces enjeux entraînent l'ensemble du monde du travail. C'est pourquoi nous sommes présents et actifs dans le cadre du travail confédéral pour que les organisations internationales auxquelles la CGT est affiliée s'occupent de ces questions.

Les enjeux sociaux nationaux n'ont jamais été aussi étroitement liés à ceux du niveau européen et international.

Le mouvement syndical CGT doit être porteur d'une visée globale à l'échelle du continent européen et au niveau mondial, pour des alternatives au capitalisme mondialisé pour que le principe de l'intérêt général prime sur celui de l'intérêt particulier, pour la reconnaissance des biens publics universels (eau, énergie, santé, éducation, communication, culture...), pour la paix.

Le capitalisme en ce début du XXI^e siècle s'est globalisé dans son fonctionnement et s'impose à toute la planète. En France, comme dans le reste du monde, les salarié-e-s du privé comme du public, subissent des politiques d'austérité qui se traduisent dans les pays développés par des reculs sociaux rompent avec les conquêtes sociales de l'après-guerre. Dans le reste du monde les travailleurs subissent souvent une exploitation sans limites. Si les luttes des travailleur-euses, le développement économique et parfois des orientations novatrices permettent de modifier la donne, il reste beaucoup à faire pour réduire les inégalités entre pays riches et pauvres.

Des centaines de milliards de dollars servent au commerce des armes et les interventions des grandes puissances alimentent ou provoquent des conflits militaires qui font des victimes par millions, partout dans le monde. Des idéologies barbares se développent sur ce terrain dans de nombreux continents.

Dans ce capitalisme mondialisé entièrement soumis aux intérêts des puissances économiques et

financières, toute activité humaine doit pouvoir être mise sur le marché mondial pour un coût le plus bas possible en rendant un profit maximum par une vaste mise en concurrence internationale des salarié-e-s comme de leur production.

Ce capitalisme percute la notion même d'intérêt général car il est au service d'une minorité. Son hégémonie économique et politique conduit les services publics soit à être privatisés s'ils sont sources d'activités rentables soit à pratiquer les mêmes normes idéologiques de rentabilité du capital.

En Europe, la commission Européenne, avec le FMI et la banque centrale, sous l'impulsion des chefs d'États européens, s'en prennent violemment aux droits des travailleur-euses et aux conquêtes sociales. Le modèle économique qu'ils veulent imposer va à l'encontre des intérêts des salarié-e-s provoquant des reculs considérables en matière de politique sociale, de niveau de vie, de services publics. Si la résistance et le choix de politiques alternatives émergent dans quelques pays, se développe aussi une inquiétante montée des nationalismes et de la xénophobie.

Les traditions de solidarité internationale de la CGT la conduisent à poursuivre inlassablement son combat émancipateur pour libérer les peuples de l'exploitation capitaliste et du colonialisme, pour imposer un monde de paix et de libertés, pour gagner des droits nouveaux pour les travailleur-euses.

C'est le sens que donne la CGT à son implication dans la Confédération Syndicale Internationale (CSI), comme à la Confédération Européenne des syndicats. S'appuyant sur des coopérations directes avec de très nombreuses organisations syndicales du monde entier, elle est présente dans tous les grands rendez-vous sociaux et environnementaux de la planète.

Pour la FERC-CGT, la CES n'est à l'heure actuelle trop souvent que le relai des instances européennes : son absence d'impulsion d'un mouvement de mobilisation au côté des travailleur-euses en Grèce mais aussi dans la plupart des pays touchés par la crise est révélatrice. La CGT doit œuvrer à modifier les rapports de force en interne à la Confédération européenne des Syndicats (CES) en faveur d'une approche plus combative des enjeux sociaux, en particulier sur les droits des travailleur-euses et sur la défense et le développement des services publics.

La FERC-CGT prendra toute sa part pour favoriser l'activité syndicale aussi bien dans les structures professionnelles internationales comme l'IE (Internationale de l'Éducation) dont elle est membre, la FMST (Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques), qu'avec les mouvements sociaux internationaux, tel le Forum Social Européen ou Mondial pour ouvrir les perspectives d'une internationalisation basée sur d'autres modes de production, de distribution, de consommation et de commercialisation que ceux imposés par la mondialisation.

La FERC CGT participe dans ce cadre aux campagnes pour imposer le droit universel à l'Éducation, pour que l'Éducation, la Connaissance et la Culture ne soient pas considérées comme des marchandises et soient exclues des traités commerciaux.

Les enjeux de l'éducation, la recherche, la formation et de la culture dépassent le cadre du champ professionnel et la seule défense des salarié-e-s. Ces enjeux intéressent l'ensemble du monde du travail. C'est pourquoi nous sommes présents et actifs dans le cadre du travail confédéral pour que les organisations internationales auxquelles la CGT est affiliée s'emparent de ces questions.

Les enjeux sociaux nationaux n'ont jamais été aussi étroitement liés à ceux du niveau européen et international. Le mouvement syndical CGT doit être porteur d'une visée globale à l'échelle du continent européen et au niveau mondial, pour des alternatives au capitalisme mondialisé pour que le principe de l'intérêt général prime sur celui de l'intérêt particulier, pour la reconnaissance des biens publics universels (eau, énergie, santé, éducation, communication, culture, ...), pour la paix.

LA FERC REVENDIQUE

Dans ce cadre, la FERC CGT choisit de s'investir notamment, mais pas exclusivement, au sein de l'IE dans le travail avec le Conseil Syndical Européen de l'Éducation (CSEE) en :

- participant aux instances du CSEE pour faire entendre la voix de la CGT et de la FERC sur les enjeux de l'éducation, la recherche et de la formation en Europe, mais aussi entendre et comprendre les positions des autres organisations syndicales européennes sur ces mêmes enjeux,
- participant aux espaces d'élaboration des orientations et revendications syndicales du CSEE en particulier les séminaires, tables rondes, conférences,
- cherchant à constituer les convergences syndicales au niveau européen pour établir le rapport de force nécessaire afin de parvenir à modifier les orientations libérales des politiques européennes en termes de droits sociaux et de service public,
- développant, comme au plan national un syndicalisme de transformation sociale.

Il faut retrouver la voie de la lutte des classes au niveau international en s'appuyant sur les organisations syndicales de lutte porteuse de transformation sociale, c'est-à-dire de remise en cause du système capitaliste.

La FERC CGT doit aussi continuer à s'investir dans les Forum Sociaux Européens et mondiaux afin d'y construire des convergences entre mouvements syndicaux et mouvements sociaux. Nous devons prendre toute notre part dans les réseaux éducation, santé, services publics et recherche scientifique des mouvements sociaux.

Dans le cadre de son champ de syndicalisation la FERC CGT apporte son soutien à l'ensemble des peuples et notamment au peuple grec en lutte contre les diktats de Bruxelles et de la Troïka. Elle soutient en particulier toutes les initiatives des organisations des travailleur-euses grec-ques allant dans ce sens.

La FERC CGT participe activement à la lutte contre le TAFTA (Transatlantic Free Trade Agreement) accord de libre-échange négocié en secret entre les Etats Unis et la commission européenne.

La FERC CGT participe dans son champ de syndicalisation et en lien avec les initiatives de la Confédération à la lutte du peuple palestinien pour son autodétermination.

La FERC doit poursuivre le travail engagé pour développer l'éducation à la paix.

LA FERC DEMANDE

Au niveau européen et international, au sein de l'IE comme des mouvements sociaux, une convergence d'actions syndicales internationales puissantes pour imposer un droit social international, et s'opposer à la transposition de certaines dispositions de la directive Services qui vont remettre en cause le périmètre et l'action de l'État.

Une démarche revendicative permettant d'imposer des normes européennes et internationales reconnaissant la primauté politique, juridique et économique des services publics.

La FERC, opposée à la marchandisation de l'Éducation, de la Culture et de la Recherche publique, agit pour obtenir l'exclusion de ces secteurs du champ d'application des accords commerciaux.

La FERC agit pour qu'une Éducation de qualité pour toutes et tous soit une priorité des objectifs de développement.

La FERC revendique en Europe un plan d'investissement à hauteur de 3% du PIB qui s'appuie sur des politiques publiques ambitieuses en matière d'Éducation, de formation professionnelle et de Recherche.

La FERC revendique un encadrement plus strict du domaine des brevets d'application et d'usage aux

seules inventions humaines, à l'exclusion des mécanismes naturels, en particulier sur le vivant.

La FERC revendique une restriction de la propriété intellectuelle afin de garantir une extension du domaine public ; elle demande en particulier que la durée post-mortem du droit d'auteur soit portée à 50 ans.

La Stratégie de Lisbonne avait pour objectif la remise en cause des acquis sociaux, de la protection sociale, la fragilisation des services publics... La Stratégie Europe 2020 n'en sera que la poursuite catastrophique pour le service public de l'Éducation et de la Recherche.

Face à cette nouvelle stratégie la FERC-CGT demande :

- la construction de solidarités et de protections sociales, avec l'instauration d'un salaire minimum dans le cadre d'une politique visant au plein emploi,
- la reconstruction des services publics, non soumis au droit de la concurrence, sur la base d'une véritable gestion démocratique et transparente, afin d'assurer solidarité, justice, égalité d'accès...

[Retour haut de la page](#)